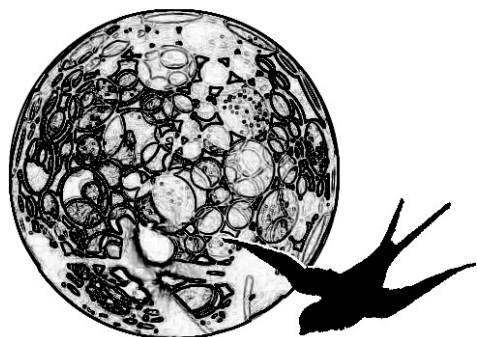




FEMINISTE - ANTIRACISTE - ANTIHOMOPHOBES - ANTICOLONIALISTE - ANTICAPITALISTE
ÉGALITÉ DES DROITS POUR TOU.TE.S / LIBERTÉ DE CIRCULATION ET LIBERTÉ D'INSTALLATION

ASTI BASSIN D'ANNONAY

ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ AVEC TOU.TE.S LES IMMIGRÉ.E.S

juin 2017

Il n'y aura qu'un bulletin cet été pour les mois de juillet-août.

SOMMAIRE

- P. 1..... **ACTIVITÉS PERMANENTES** DE L'ASTI
- P. 1 **AGENDA** DE L'ASTI
- P. 2-3..... **AGIR** - PÉTITIONS, MARCHES, DONs...
- P. 4-5..... **ÉVÉNEMENTS** A PROXIMITÉ
- P. 6..... **LIVRES** CONSEILLÉS
- P. 8-9..... **MIGRANT.E.S**
ET POLITIQUES DE L'IMMIGRATION
- P. 10..... **LUTTE DES PREMIER.E.S CONCERNÉ.E.S**
NYANSAPO FESTIVAL ET LA NON-MIXITÉ
- P. 11..... « **RACES** », RACIALISATION,
CATÉGORIES RACIALES, RACISME...
- P. 12..... **FEMMES**, DROITS ET LUTTES
- P. 13..... **COLONIALISME**, FRANÇAFLRIQUE,
NÉOCOLONIALISME, PALESTINE...
- P. 14-15.. **VIOLENCES POLICIÈRES**

ACTIVITÉS PERMANENTES

accompagnement administratif et juridique

Permanence tous les lundis
de 17 h 30 à 18 h 30, au GOLA
*Jean-Michel, Marie, Marjolaine,
Patricia et Rémi.*

ateliers socio-linguistiques

Séances d'1 h 30 par semaine
(hors vacances scolaires)
par petits groupes de personnes
rassemblées par niveau
de maîtrise du français.
*Anne-Laure, Christine, Jacqueline, Patrick,
Sihem et Virginie.*

AGENDA DE L'ASTI D'ANNONAY



L'ASTI d'Annonay
tiendra un stand
à la fête de la CGT 07,
à Alba-la-Romaine
le samedi 3 juin.
Cette année,
le thème
de la fête de la CGT
est l'accueil.

COMITÉ VÉRITÉ ET JUSTICE POUR
LAMINE DIENG
"PAS DE PAIX SANS JUSTICE"

10:30
PROJECTION

12:00
**CONFÉRENCE
DE PRESSE**

14:00
MARCHE

18:00
CONCERT
(Détails programmation
à venir)

RDV au
58 RUE DES AMANDIERS
75020 PARIS
METRO : Père Lachaise
Lignes 2 & 3

SAMEDI 17 JUIN 2017

10 ANS 2007-2017
COMMEMORATION

INFOS/CONTACT

Collectif Vies Volées
viesvolees.france@gmail.com

Vies Volées

#10ANSLAMINE

LES ÉVALUÉS

FERGUSON
IN PARIS

Rassemblement **Rassemblement de soutien aux exilés**
Vendredi 2 juin à partir de 18 h - porte de la Chapelle

« Le Gisti appelle au rassemblement appelé par le collectif Solidarité migrants wilson afin de dénoncer la situation dans et autour du camp dit "humanitaire" ouvert en novembre 2016 : [voir le texte d'appel et l'événement facebook du collectif Solidarité migrants wilson](#)

Contrôler, trier, empêcher le dépôt de demandes d'asile, rendre invisibles et disperser ceux qu'on ne veut ou ne peut pas expulser, faciliter les placements en rétention et les renvois vers d'autres pays, tels sont bel et bien les objectifs d'un camp qui n'a d'"humanitaire" que la façade.

Présenté comme une "alternative aux campements indignes", un lieu permettant la "mise à l'abri" des exilé-e-s avant leur "orientation", ce camp, dont l'ouverture a été décidée par la Mairie de Paris et la gestion confiée à Emmaüs Solidarité, n'aura pas fait illusion très longtemps. Quelques mois après sa mise en place, le constat est sans appel : en fait d'hospitalité, c'est bien de contrôle et de violences dont le camp se révèle être l'instrument. Ceux qui auront été triés par le biais de leurs empreintes verront le piège se refermer très vite sur eux. »

Pétition **Tchéchénie : il faut faire la lumière**
sur les exactions contre les homosexuels

Pétition d'Amnesty international **URGENT : en ligne jusqu'au 2 juin !**

« Le 1^{er} avril, le journal russe indépendant *Novaya Gazeta* a indiqué que plus d'une centaine d'hommes suspectés d'être homosexuels avaient été récemment enlevés.

Selon des sources confidentielles dignes de foi, les hommes enlevés ont été soumis à la torture et à d'autres mauvais traitements. Ils ont été forcés de dénoncer les autres personnes LGBTI qu'ils connaissaient. *Novaya Gazeta* a été en mesure de confirmer qu'au moins trois hommes ont été tués par leurs ravisseurs. Les sources contactées affirment que de nombreuses personnes ont été tuées, y compris par des membres des familles à qui certains de ces hommes ont été rendus. Le 4 avril, *Novaya Gazeta* a publié plusieurs témoignages révélant des informations sur des lieux de détention secrets en Tchétchénie où les hommes homosexuels qui ont été enlevés sont retenus et torturés. »

Signer la pétition : <https://www.amnesty.fr/discriminations/petitions/homosexuel-tchetchenie>

**Pétition Justice et Vérité pour Angelo,
soutien à la famille Garand !**

Collectif D'ailleurs Nous Sommes d'Ici 37

SOLIDARITÉ AVEC LA FAMILLE GARAND :

« Je signe cette pétition en soutien aux légitimes revendications de la famille Garand, afin que la justice fasse toute la lumière sur les circonstances de la mise à mort d'Angelo, et qu'elle rappelle à tous les citoyens que les forces de l'ordre ne sont pas au-dessus des lois. »

Pour signer la pétition : <https://lc.cx/5mVj>

« Cet été du 28 au 30 juillet la première édition du NYANSAPO Festival, festival afroféministe européen. Au programme des organisations afroféministes et afrofems de toute l'Europe pour un festival militant, radical et flamboyant !

Tables rondes, ateliers, show case, DJ set, expositions, stands associatifs, un véritable espace de rencontre et de débat pour construire nos luttes. »

<http://bit.ly/2qWzwVY>



HUILE D'OLIVE DE PALESTINE

11 € la bouteille, 12 € pour de l'huile d'olive bio.

Vous pouvez acheter des bouteilles
au restaurant Au pré d'Ici (montée du Savel à Annonay)
de préférence de 9 h à 11 h 30
et de 14 h à 17 h (du mardi au vendredi).

Événements à proximité

Au Cinéma Molette

(salle la Passerelle à St Julien Molin Molette)

I am not your negro (VO)

Documentaire américain, suisse, français, belge réalisé par Raoul Peck

« À travers les propos et les écrits de l'écrivain noir américain James Baldwin, Raoul Peck propose un film qui revisite les luttes sociales et politiques des Afro-Américains au cours de ces dernières décennies.

Ce film a remporté de nombreux prix dont le Prix du Meilleur documentaire à Philadelphie, le Prix du Public à Toronto et Berlin (ainsi que la Mention spéciale du Jury œcuménique), et était candidat aux Oscars 2017 dans la catégorie Meilleur documentaire. »

Mardi 27 juin - 20 h 30 - durée : 1 h 34

Tarif unique spécial à l'occasion du Printemps du cinéma : 4 €

Le Chanteur de Gaza (VO)

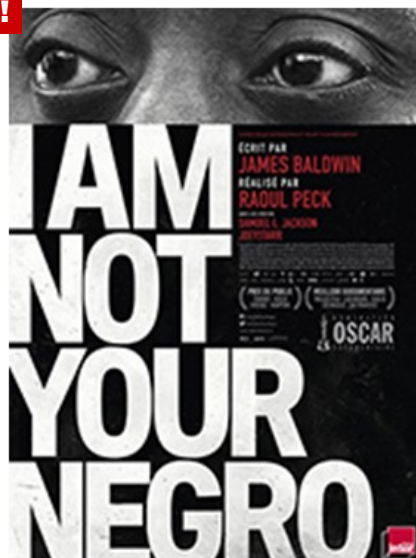
Film palestinien, britannique, qatarien, néerlandais, émirati, de Hany Abu-Assad, avec Tawfeek Barhom, Kais Attalah, Hiba Attalah

« Un jeune Palestinien prend son destin en main pour réaliser son plus grand rêve : chanter.

Tiré de l'histoire vraie de Mohamed Assaf, un habitant de Gaza ayant remporté l'émission de télé "Arab Idol" et devenant ainsi la fierté de la ville meurtrie palestinienne, il s'agit du premier film tourné dans la bande de Gaza depuis plus de 20 ans. Le réalisateur étant limité à deux jours de tournage par les autorités israéliennes, les extérieurs sont principalement tournés à Gaza tandis que les intérieurs ont été filmés à Jenin en Cisjordanie. »

Vendredi 16 juin - 21 h - durée : 1 h 35

À voir !!



Rencontre avec Virginie Despentes à Lyon

le vendredi 16 juin à 19 h à la librairie Ouvrir l'œil

Rencontre à la librairie Terre des livres (Lyon)

Rencontre - débat avec Olivier Cyran

autour de *Boulots de merde ! Du cireur au trader, enquête sur l'utilité et la nuisance sociales des métiers* de Julien Brygo & Olivier Cyran

Samedi 10 juin à 15 h - entrée libre

« Pas un jour sans que vous entendiez quelqu'un soupirer : je fais un boulot de merde. Pas un jour peut-être sans que vous le pensiez vous-même. Ces boulots-là sont partout, dans nos emplois abrutissants ou dépourvus de sens, dans notre servitude et notre isolement, dans nos fiches de paie squelettiques et nos fins de mois embourbées. Ils se propagent à l'ensemble du monde du travail, nourris par la dégradation des métiers socialement utiles comme par la survalorisation des professions parasites ou néfastes. Comment définir le boulot de merde à l'heure de la prolifération des contrats précaires, des tâches serviles au service des plus riches et des techniques managériales d'essorage de la main-d'œuvre ? Pourquoi l'expression paraît-elle appropriée pour désigner la corvée de l'agent de nettoyage ou du livreur de nans au fromage, mais pas celle du conseiller fiscal ou du haut fonctionnaire attelé au démantèlement du code du travail ? Pour tenter de répondre à ces questions, deux journalistes eux-mêmes précaires ont mené l'enquête pendant plusieurs années. Du cireur de chaussures au gestionnaire de patrimoine, du distributeur de prospectus au "personal shopper" qui accompagne des clientes dans leurs emplettes de luxe, de l'infirmière asphyxiée par le "Lean management" au journaliste boursier qui récite les cours du CAC 40, les rencontres et les situations qu'ils rapportent de leur exploration dessinent un territoire ravagé, en proie à une violence sociale féroce, qui paraît s'enfoncer chaque jour un peu plus dans sa propre absurdité. Jusqu'à quand ? »



En partenariat avec les Amis du Monde diplomatique de Lyon

Organisé par l'ASTI de Montélimar

Soirée chansons française

Interprétées par L'Atelier Chansons d'Alba la Romaine

Sous la houlette d'Hélène Deschamps, ils seront 8 chanteurs et chanteuses de tous âges, aguerris ou en herbe, à oser franchir pour vous le pas de la scène. Ils vous offriront leur émotion et leur voix avec simplicité et gaieté dans un répertoire allant de Ferrat à Brel, en passant par Dick Annegarn ou Claude Nougaro. A vous de découvrir leurs talents en venant nombreux assister à cette soirée unique !

Vendredi 2 juin à 20h30

MJC de Montélimar

7 Rue Léo Lagrange, 26200 Montélimar

Participation libre au profit de l'ASTI*

* Association de Solidarité avec Tous les Immigrés



Buvette à l'entracte



« Du couple Loving... »

Le 12 juin 1967, la Cour Suprême des Etats-Unis donne raison au couple Loving qui, depuis près de dix ans, lutte pour la reconnaissance de leur mariage dans l'Etat de Virginie où les unions entre blancs et noirs sont encore interdites. Leur ténacité a provoqué la fin de l'interdiction des mariages mixtes à travers l'ensemble des Etats-Unis...

au Loving Day

Depuis, autour du 12 juin, le mouvement du "Loving Day" célèbre chaque année dans le monde la richesse de la diversité culturelle.

A Lyon, pour les 10 ans des Amoureux au Ban Public, fêtons ensemble le Loving Day le samedi 10 juin place Mazagran ! »

Programme :

16 h - CONTES DU TCHAD

par Hyacinthe Tobio

16 h 30 - BAL SWING

par l'association Gon'a Swing

18 h - SIRCO,

beatbox électro-ethnique a capella

19 h - RITMO SALVAJE, mix Cumbia

20 h - DONK IT, rock psycho-tropical

21 h - THE PRESIDENT OF LOVE,

DJ set youpi & groovy

Tout l'après-midi :

- METHYL'N et invités,
performances live de street art

- CROC AUX JEUX,
jeux pour petits et grands

... et goûter, buvette, restauration,
informations, témoignages et revendications !

SAMEDI 10 JUIN 2017

16H-23H

PLACE MAZAGRAN
LYON 7E



Dans le cadre des Estivales,
le collectif de VANOSC organise
une FÊTE de l'AMITIE le 12 AOÛT
à partir de 19 h 30

Programme :

YETA chants du monde, Cie MACHA et bal folk
Repas typique géorgien, ouzbek
Prix repas : adulte 15 €, enfant 5 €
Spectacles seuls : 5 €

Un chant d'amour - Israël-Palestine, une histoire française

Hélène Aldeguer et Alain Gresh, éditions La Découverte, 22 €



« Le 17 novembre 2013, au cours d'un repas en petit comité organisé à Tel Aviv en présence de François Hollande et de Benjamin Netanyahu, une artiste locale interpréta la chanson de Mike Brant "Laisse-moi t'aimer". Au moment du toast, le président de la République française se refusa à entonner une chanson. Mais il rendit hommage au Premier ministre israélien : "Pour l'amitié entre Benjamin et moi-même, pour Israël et pour la France, même en chantant aussi mal que je chante - car je chante mal -, j'aurais toujours trouvé un chant d'amour - d'amour pour Israël et pour ses dirigeants." Cet épisode, passé inaperçu à l'époque est révélateur des relations étonnantes que la France entretient avec Israël et, par conséquent, avec la Palestine. C'est cette relation spéciale, faite d'amours et de haines, de tensions et non-dits, de collusions et d'incompréhensions qu'explorent dans cette bande dessinée le journaliste Alain Gresh, ancien rédacteur en chef du *Monde diplomatique* et spécialiste reconnu du monde arabe, et Hélène Aldeguer, dessinatrice et illustratrice.

L'ouvrage, qui paraîtra cinquante ans après la guerre des Six-Jours (juin 1967), raconte un demi-siècle de relations franco-israélo-palestiniennes. Il dévoile non seulement comment Paris a joué un rôle diplomatique central dans le conflit israélo-arabe, depuis plusieurs décennies, mais également comment ce conflit est très tôt devenu une "passion française", agitant les milieux politiques, intellectuels, médiatiques, artistiques et militants. Depuis cinquante ans, et plus intensément encore qu'on ne le croit, expliquent les auteurs, la question israélo-palestinienne est au cœur de la société française.

Le travail d'Alain Gresh, scénariste de l'ouvrage s'appuie sur des recherches approfondies dans les archives de la diplomatie française et dans la production des médias hexagonaux (presse écrite, télévision, radio, cinéma, brochures militantes, etc.). Grâce à la documentation exceptionnelle qu'il a rassemblée, ce livre permet de comprendre les grandes étapes des relations que la France entretient à la fois avec Israël et avec la Palestine tout en revenant sur des épisodes oubliés, méconnus, voire inconnus, mais emblématiques de l'amour que la société française entretient avec le Proche-Orient.

L'ouvrage est destiné à la fois aux néophytes et aux connaisseurs. C'est dans le but de s'adresser à un public large et exigeant que les auteurs ont choisi de raconter cette histoire sous forme graphique sans pour autant avoir recours à la fiction (les propos des personnages sont tous authentiques). Et pour bien souligner la "passion française" dont il est question dans le livre et les déchirements nationaux qu'elle ne cesse de provoquer depuis des décennies, la dessinatrice Hélène Aldeguer a choisi de restituer cette histoire en jouant sur les effets saturés et contrastés de trois couleurs symboliques : le bleu, le blanc et le rouge. »

Nous sommes les oiseaux de la tempête qui s'annonce

de Lola Lafon, éd. Actes sud, coll. Babel, 9,70 €

« Elles étaient liées par une passion commune pour la danse, mais aussi par une expérience terrible qu'elles ont vécue toutes deux, de celles qui brisent une vie. L'une est en train de mourir, tandis que l'autre raconte son amie, sa presque-sœur, dont le cœur s'est arrêté. De cette évocation c'est bientôt une révolte qui naît, que plus rien n'arrêtera. Un roman irrigué du feu poétique pour dire l'insurrection nécessaire des jeunes femmes aspirant à la liberté. »



Mixité et violence ordinaire au collège et au lycée

de Jean-Pierre Durif-Varembont et Marie-Carmen Garcia, Annie Léchenet, Patricia Mercader, éd. Erès, 23 €

« Sur la base d'interviews et d'observations dans des collèges et lycées, les auteurs ont conduit une recherche originale qui articule les violences scolaires ordinaires et les rapports entre filles et garçons. Ils mettent en évidence un fonctionnement hiérarchique à deux niveaux des violences genrées entre élèves liées à des modèles de virilité et de refus du féminin. Entre garçons, et dans une moindre mesure entre filles, ils observent une hiérarchie instable où le statut de chacun est mis à l'épreuve dans chaque interaction. Entre garçons et filles, il s'agit de l'emprise stable d'un groupe sur l'autre. Ce système se manifeste crûment en milieu populaire et sous une forme plus euphémisée dans un milieu social privilégié.

L'observation révèle que tout en luttant contre ces violences quand elles sont transgressives, les adultes ont tendance, dans leurs interactions quotidiennes, à soutenir le système hiérarchique qui les fonde, sans le savoir et en dépit de leurs intentions.

Scientifiquement novateur par son approche psychosociologique et son point de vue délibérément interdisciplinaire, cet ouvrage apporte des éléments concrets pour faire évoluer les politiques publiques et les pratiques éducatives dans le cadre scolaire afin de combattre efficacement l'inégalité sexuelle ».

Education populaire et féministe Récits d'un combat (trop) ordinaire. Analyses et stratégies pour l'égalité

La Grenaille 2016 - Par Alexia M., Emilie Viard, Marie C., Diane K., Annaïg Mesnil, Natacha R., Katia Storaï, Cécilia G., Mélo P.G., Tiffanie D., Audrey P. - 15 €

« Voici un ouvrage écrit par 11 femmes qui ne sont ni écrivaines, ni spécialistes, ni universitaires et qui, dans ce travail d'écriture collective, ont été tout ça à la fois. Elles ont en commun de travailler dans un réseau d'éducation populaire.

Ce réseau d'éducation populaire se revendique en résistance contre toute forme de domination (sexisme, racisme, classisme), propose des formations afin de se réapproprier collectivement le politique, mais comme bien d'autres organisations n'a pas été capable de penser ces questions en interne. Un réseau qui se découvre traversé par le sexisme et le patriarcat. Un réseau qui hiérarchise les luttes.

Le déclencheur c'est l'agression sexuelle d'une d'entre elles par un homme de ce réseau. Cet ouvrage relate le vécu des femmes de ce réseau, les enseignements et les pistes stratégiques qu'elles ont mises en œuvre. Conscientes de la banalité de ces situations elles ont par cet ouvrage souhaité rendre visible les mécanismes à l'œuvre, les stratégies qu'elles ont élaborées et leurs tentatives de fabrication de droits en interne.

Une histoire d'éducation populaire, une histoire de paires qui se reconnaissent divisées mais choisissent de faire classe et qui en se parlant, comprennent et analysent leurs situations communes. Elles ont écrit pour que leurs réflexions et perspectives d'actions puissent faire échos ailleurs à d'autres histoires et alimenter d'autres aventures collectives et luttes en cours. »

Pour commander l'ouvrage :
<http://lengrenage.blogspot.fr/p/documentation.html>



La liberté contre le destin

Editions Syllepse, Collection *Utopie Critique*, 20 €

« Thomas Sankara reste une figure révolutionnaire de premier plan pour la jeunesse africaine en lutte. Durant son passage bref mais fulgurant à la tête du Burkina Faso, interrompu par son assassinat en 1987, le jeune officier a marqué l'histoire de son pays et de l'Afrique, ainsi que la mémoire des luttes anti-impérialistes.

On trouvera dans ce recueil, outre les principaux discours de Thomas Sankara, des discours inédits. En plus de faire des bilans réguliers de la révolution, il aborde les thèmes qui lui étaient chers : le néocolonialisme, la libération des femmes, la lutte contre la dette, l'utilisation de la langue française, la défense de l'environnement, le mouvement des non-alignés. Enfin, trois textes viennent mettre ces discours en perspective : une biographie de Thomas Sankara, la présentation de son projet, et la synthèse de ce qu'on sait sur son assassinat. Un ouvrage complet permettant d'avoir une connaissance approfondie de cette expérience révolutionnaire inédite et de son leader Thomas Sankara.

Les discours sont présentés par Bruno Jaffré, spécialiste de Thomas Sankara et de la révolution burkinabè. Il est notamment l'auteur de *Biographie de Thomas Sankara. La patrie ou la mort...* (L'Harmattan, 2007) et anime l'équipe du site thomassankara.net. »



La procédure d'asile en France

« La procédure d'asile en France a, une nouvelle fois, été réformée en 2015. Malgré l'affichage d'une volonté de simplification, cette procédure reste complexe, technique et segmentée. Surtout, la réforme a pour principal effet de rendre plus difficile encore l'accès au droit d'asile. Qu'il s'agisse de l'accueil, sous-traité à la plate-forme d'accueil pour demandeurs d'asile (Pada), ou de l'accès au séjour et aux droits afférents gérés par le guichet unique (Guda), les chausse-trappes sont nombreuses. [...]

Outre des éléments de définition des différentes formes de protection (statut de réfugié, protection subsidiaire), ce Cahier juridique détaille tous les stades de la procédure : accueil et enregistrement de la demande d'asile, saisine de l'Ofpra, recours devant la CNDA et, pour les personnes déboutées, recours devant le Conseil d'État et modalités de dépôt d'une demande de réexamen. On y trouvera aussi des informations utiles sur les conditions matérielles d'accueil des personnes qui demandent l'asile (allocation, hébergement, cas spécifique des mineur·e·s) ainsi que sur le devenir des personnes définitivement déboutées et menacées d'éloignement. »



Migrant.e.s et politique de l'immigration

Article « Une situation effrayante à Calais »

par Donia Ismail, publié le 4 mai sur le site de *Politis*

« Violences physiques, insultes, xénophobie, mépris... Voilà le quotidien des mineurs isolés interrogés par l'association. Les violences policières restent l'un des éléments les plus répertoriés puisque 79,01 % d'entre eux se plaignent d'avoir reçu des gaz lacrymogènes dont 20 % quotidiennement. Un sentiment de peur ressort fortement : 55,13 % sont effrayés face à ces contrôles de police qui sont majoritairement d'une violence inouïe : "J'étais sur la route un soir. Il y avait pas mal de policiers et ils nous ont insultés, frappés avec leurs matraques et aspergés de gaz lacrymogènes", souligne un Soudanais de 16 ans. »

Pour lire l'article : <https://www.politis.fr/articles/2017/05/une-situation-effrayante-a-calais-36869/>

Témoignage « Le silence de l'administration est tellement insupportable que je le vis comme une maltraitance de l'Etat contre nous ! »

publié le 11 mai sur le site des Amoureux au ban public

« Moi c'est Zahia, lui, c'est B. Tout commence comme une belle histoire d'amour mais je ne vais pas vous raconter notre rencontre, je garde ça pour moi, cela nous appartient. Le récit que je voudrais vous faire, c'est celui de l'attente qui n'en finit plus, de l'incompréhension, du mépris auquel nous faisons face tout simplement parce que nous n'avons pas la même nationalité.

Je suis française, il est algérien. Et alors ? Qu'est-ce que ça change ? »

Accéder à l'article : <http://www.amoureuxauban.net/2017/05/11/le-silence-de-ladministration-est-tellement-insupportable-que-je-le-vis-comme-une-maltraitance-de-letat-contre-nous/>

Témoignage « Aide aux réfugiés : le témoignage alarmant de Laurent Caffier »

propos recueillis par Maïa Courtois, publiés le 17 mai sur le site de *Politis*

« Laurent Caffier, "passeur solidaire" dans le Nord, est en attente de son procès pour avoir aidé des Iraniens à rejoindre l'Angleterre. Il raconte la violence de son arrestation, les menaces de l'extrême droite, et la conviction qu'il a agi par nécessité. »

Lire l'article : <https://www.politis.fr/articles/2017/05/aide-aux-refugies-le-temoignage-alarmant-de-laurent-caffier-36975/>

Article « Expulsion des campements de la Chapelle : quand l'insuffisance appelle la violence »

par Passeurs d'hospitalités, publié le 9 mai

« On ne le répètera jamais assez, une expulsion est toujours une violence. Même quand elle débouche sur un relogement. On est encerclé-e par la police, forcé-e de quitter son abri et le lieu où bon an mal an on a établi des repères et une certaine impression de sécurité, on est trié-e, contraint-e de monter dans des bus, et on ne sait jamais vraiment où ces bus vont nous mener. Et ça c'est la version soft, sans violences physiques, sans destruction des effets personnels, sans arrestation. On peut imaginer d'autres manières d'accéder à un logement. »

Pour lire l'article : <https://passeursdhospitalites.wordpress.com/2017/05/09/expulsion-des-campements-de-la-chapelle-quand-linsuffisance-appelle-la-violence/>

Campagne « La préfecture de la Haute-Garonne continue de mépriser les Chibani-a-s »

Le 22 mai, publié sur le site du GISTI

Pour accéder au texte : <https://www.gisti.org/spip.php?article5686>

Action collective « Six organisations demandent l'ouverture d'une enquête sur la mort d'un mineur isolé »

« Le 6 janvier dernier, Denko Sissoko, un jeune Malien de dix-sept ans s'est tué en sautant du huitième étage d'un centre d'hébergement dans lequel l'avaient placé les services de l'aide sociale à l'enfance du conseil départemental de la Marne. Comme tant d'autres mineurs isolés étrangers, Denko Sissoko avait dû affronter un long et éprouvant voyage avant d'arriver en France. Comme tant d'autres mineurs isolés étrangers, il n'avait bénéficié d'aucune prise en charge spécifique permettant de repérer les traumatismes liés à son parcours et son isolement. Comme tant d'autres mineurs isolés étrangers, il vivait dans l'angoisse de l'attente des conclusions de l'évaluation des services départementaux susceptibles de remettre en cause son âge et son isolement. Au lieu d'être pris en charge dans une structure adaptée à sa qualité de mineur en danger, Denko Sissoko a été placé dans un centre pour adultes en grande précarité, sans accompagnement éducatif, médical et psychologique digne de ce nom. Il y a été maintenu pendant trois mois dans une situation d'isolement et d'incertitude qui n'a pu qu'aggraver sa détresse. Son décès est, pour nous, la conséquence directe d'un défaut de suivi et d'un ensemble de négligences et d'imprudences dont il convient de rechercher les responsables.

C'est pourquoi nos organisations viennent d'écrire au procureur de la République du tribunal de grande instance de Châlons-en-Champagne pour appuyer la plainte déposée par ses parents. »

Paris, le 10 mai 2017

DEI-France (Défense des enfants international), Gisti, La Voix De l'Enfant, LDH, MRAP, RESF

Lettre ouverte au Président de la République : "plus d'expulsion sans solution !"

L'association Terre d'errance a pris l'initiative d'une lettre ouverte au nouveau Président de la République, concernant les expulsions passées et à venir, revendiquant la nécessité de solutions alternatives à l'expulsion systématique des bidonvilles et des squats. Cette lettre a été co-signée par plusieurs associations nationales et locales.

Monsieur le Président,

Dans votre réponse du 20 avril dernier à l'interpellation du Collectif National Droits de l'Homme Romeurope concernant les expulsions de bidonvilles et de squats, vous écriviez ceci :

"Nous privilégions une approche pragmatique. D'une manière générale, les bidonvilles et squats n'ont pas vocation à perdurer. Les conditions d'hygiène y sont souvent indignes et représentent une menace pour la santé de ses habitants. Dans certains cas, les relations tendues avec le voisinage viennent ajouter troubles à l'ordre public. Toutefois, la destruction sans solution alternative est une méthode aussi hypocrite que coûteuse et inefficace. Il revient donc à la puissance publique, en lien avec les habitants, les riverains et les associations de trouver des solutions avant chaque destruction ou évacuation, pour que celle-ci ne se traduise pas par la création simultanée d'un nouveau camp."

Désormais, ce n'est plus au candidat mais au Président que l'interpellation s'adresse. Comment s'organiser pour que nouvelles expulsions n'aient plus lieu, sans solution adaptée et avec la même inefficacité, reproduisant autant de nouveaux bidonvilles aux mêmes endroits ou presque ?

A Calais depuis la destruction du bidonville en octobre dernier et à Grande-Synthe depuis l'incendie du mois de mars, la situation est inédite : il est interdit de donner une tente aux personnes sans abri qui sont pourtant plusieurs centaines.

A Norrent-Fontes, 70 personnes sont actuellement menacées d'expulsion d'un bidonville, sans solution adaptée. Or, leur situation illustre parfaitement l'hypocrisie que vous relevez. Ce bidonville existe depuis presque 20 ans, il a été installé par la mairie et identifié par les services de la préfecture et plusieurs députés. Les femmes et les hommes qui y vivent ont été reconnu-e-s par le Juge judiciaire dans le respect de leurs droits fondamentaux. En effet, le Tribunal de Grande Instance de Béthune ainsi que la Cour d'Appel de Douai ont rendu des décisions motivées refusant l'expulsion de leur lieu de vie. Or, depuis quelques jours, diverses visites des forces de l'ordre et des services de l'État nous font craindre d'éventuelles édifications d'un arrêté préfectoral d'expulsion. Un tel arrêté, qui serait donc pris aux mépris des décisions judiciaires protégeant les exilé-e-s et leurs libertés fondamentales, constituerait un véritable détournement de pouvoir et, surtout, comme vous l'avez indiqué, une hypocrisie coûteuse et inefficace puisqu'à ce jour il n'y a aucune solution alternative d'accueil de ces exilé-e-s de passage dans le Calaisis.

Ailleurs, au moins quinze bidonvilles et squats sont menacés de destruction et plusieurs centaines d'hommes, femmes et enfants craignent une expulsion : à Champs sur Marne, plus de 90 personnes sont visées par une expulsion prévue ce jeudi 18 mai,

- à Choisy Le Roi, 80 personnes redoutent l'expulsion d'un jour à l'autre
- à Sucy en Brie, 30 personnes seront bientôt expulsées du squat où elles vivent,
- à Alfortville 15 personnes pourraient être expulsées dès la fin de l'année scolaire,
- à Rungis, une expulsions de 180 à 200 personnes est annoncée pour la fin de l'année scolaire
- à Evry, 80 familles sont menacées par un arrêté municipal édité le 9 mai 2017,
- à Osny, un foyer de 11 personnes ainsi qu'un autre de 4 personnes, toutes ressortissantes de l'union européenne pourraient subir une expulsion le 23 mai,
- à Triel sur Seine, ce sont 42 familles qui redoutent d'être expulsées,
- à Villeneuve Saint Georges la municipalité vient d'émettre un arrêté d'expulsion qui concerne une centaine de personnes,
- Aix, Arles, St Denis, Lille et Ronchin, des expulsions sont annoncées.

Monsieur le Président, comment justifier un tel acharnement à détruire des abris de fortune qui seront reconstruits dans des conditions plus difficiles encore ? Les exemples de Steenvoorde, Calais ou Dieppe, l'ont récemment illustré, ainsi que vous le dénonciez tout à fait justement dans votre réponse au Collectif National Droits de l'Homme Romeurope.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, nous vous demandons un moratoire sur toutes les expulsions de bidonvilles et de squats, afin de ne pas empirer la précarité des personnes et de donner les délais suffisants aux élus, aux services de l'État, aux habitant-e-s et aux organisations associatives de se pencher ensemble sur les difficultés des situations pour tenter d'y trouver des réponses adaptées et respectueuses des droits fondamentaux.

Comptant sur votre approche nouvelle et dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération,

Voir la décision de la Cour d'Appel de Douai du 6 avril 2017 sur le bidonville de Norrent-Fontes.

Le 19 mai 2017

Publié par Mwasi
sur Facebook le 28 mai :

« Depuis quelques jours le festival NYANSAPO subit une campagne d'intimidation et de harcèlement orchestrée par la fachosphère, élus FN, troll d'extrême-droite, mais aussi la Licra, leur allié.e.s de la gauche-pas-raciste et aujourd'hui la maire de Paris Anne Hidalgo qui veut INTERDIRE le festival et pense même à porter plainte contre MWASI, dans la longue tradition du Parti socialiste à vouloir détruire toute initiative des racisé.e.s qu'ils ne peuvent pas récupérer.

Nous savons que la non-mixité d'une partie de notre festival n'est pas le problème principal et est utilisé comme prétexte. En effet aucun doute qu'un festival entièrement non-mixte où la programmation aurait encensé les valeurs de république, et dénigré nos communautés nous aurait valu la médaille du courage républicain.

Comment nous aider ?

Prenez vos billets, soutenez notre levée de fond et surtout partagez, vous habitez à Paris n'hésitez pas à appeler la mairie de Paris, si vous faites partie d'une organisation antiraciste, féministe, queer, partagez ce post et soutenez-nous sur Twitter.

On est là, on bouge pas, notre festival sera militant, radical et flamboyant, quand on dit afroféministe de combat, on le pense. »

Sur la notion de non-mixité, on peut (re)lire Delphy.

« La non-mixité, une nécessité politique »,
par Christine Delphy, avril 2016 :

<http://lmsi.net/La-non-mixite-une-necessite>

« Festival afroféministe :

"Les dominants ont toujours imposé leurs vues" »,
interview de Christine Delphy
par Mathide Goupil, le 29 mai : <https://lc.cx/5m9r>

Programme du festival :
<https://nyansapofest.org/programme/>

Pour soutenir financièrement

le festival :

<https://www.lepotcommun.fr/pot/55bdr55>

COMMUNIQUÉ : MWASI-COLLECTIF ATTEND DES EXCUSES "FERMES" DE LA MAIRIE DE PARIS

« Profitant d'un dimanche ensoleillé, Madame Hidalgo en trois tweets a donné corps aux obsessions de l'extrême droite et d'une partie la gauche dite républicaine. Elle a annoncé avec "fermeté" et indignation, avoir saisi la préfecture de police pour faire interdire notre festival et envisageant même des poursuites judiciaires pour discrimination.

Nous découvrons, non sans étonnement que Madame Hidalgo, sous entend qu'une intervention "ferme" de sa part nous aurait fait changer notre programme et son déroulé.

Il n'y a rien de plus faux. Le festival a toujours été organisé sous cette forme (vérifiable très simplement

Communiqué de soutien à Mwasi :

« Barrage républicain : la maire PS de Paris
Anne Hidalgo, la LICRA et l'extrême droite »

Publié le 29 mai sur Mediapart, Le blog de testone

« Moins d'un mois après le 2^e tour de l'élection présidentielle qui nous demandait à tout-e-s de faire barrage aux fascistes de tous bords, le festival afroféministe européen Nyansapo Fest risque d'être annulé par la maire de Paris, Anne Hidalgo. Tout ceci avec l'aval d'une organisation soi-disant anti-raciste, la LICRA »

<https://blogs.mediapart.fr/testone/blog/290517/barrage-republicain-la-maire-ps-de-paris-anne-hidalgo-la-licra-et-lextreme-droite>

sur internet : le communiqué sur le site de La Générale, l'article de *Libération*, les tweets depuis notre compte).

Madame Hidalgo met au défi le réel en essayant de trouver une sortie par le haut, d'une polémique qui aurait pu être évité si ses équipes ou elle-même avaient pris la peine de se renseigner, en regardant notre site par exemple.

Après des jours de diffamation, insultes, pressions subies par le collectif, La Générale, les personnes et les organisations qui soutiennent le festival, nous attendons des excuses de la mairie de Paris, excuses que espérons toutes aussi fermes. »

Le 29 mai

Le soutien d'Afro-fem : « Le collectif Afro-Fem est en tout point solidaire avec Mwasi-Collectif Afroféministe face aux tentatives d'intimidation subies depuis quelques jours de la part d'une caste instrumentalisant l'antiracisme dans le but d'empêcher la tenue d'un événement réunissant les collectifs et associations afroféministes d'Europe sous prétexte que certains espaces, et certaines activités seraient en non-mixité.

Interdire à des femmes noires et racisées de se réunir dans un espace sécurisé afin de s'organiser politiquement est vraisemblablement devenu la nouvelle lutte antiraciste !

Les attaques et menaces subies par les afroféministes tant sur la toile que dans leur vie quotidienne de la part d'organisations fachistes, machistes, racistes et misogynes ne semblent pas solliciter autant de révolte de la part de ces personnes qui se sentent subitement outrées lorsque, pour notre propre sécurité, nous organisons des événements en non-Mixité pour nous et par nous.

Outre la révolte et l'indignation, notre première réaction est la SOLIDARITE sorore avec les membres du collectif Mwasi non seulement parce qu'elles sont des femmes, non seulement parce qu'elles sont noires mais parce que ce sont des militantes afroféministes qui comme Noues, chaque jour donnent de leur temps et de leur énergie pour faire bouger les choses et les mentalités dans un contexte hostile bien que se mettant en Danger constant.

Une femme qui crie n'est pas une ourse qui danse ! Nous ne nous laisserons pas museler ! Nous ne courberons pas l'échine ! S'en prendre à des afroféministes c'est s'en prendre à Nous TOUTES! Afroféministement. Afro-Fem. »

« Races », racialisation, catégorisations raciales, racisme...

Article « A Marseille et Vitrolles, des écoles se mobilisent pour loger leurs élèves roms »

par Gilles Rof, publié sur le site du Monde le 19 mai

« La reprise des expulsions de famille en avril a renvoyé à la rue des enfants qui étaient scolarisés depuis l'automne 2016. »

Lire l'article : http://www.lemonde.fr/societe/article/2017/05/19/a-marseille-et-vitrolles-des-ecoles-se-mobilisent-pour-loger-leurs-eleves-roms_5130466_3224.html

Communiqué « Classe spéciale "roms" de Ris Orangis : rupture d'égalité ou discrimination ethnique ? »

« En janvier 2013, plusieurs familles roms vivant dans un bidonville à Ris-Orangis (Essonne) ont sollicité l'inscription scolaire de leurs douze enfants. Au lieu de les affecter dans les différents établissements de la commune, le maire a créé une classe spéciale et les a regroupés dans une salle isolée, attenante à un complexe sportif, hors de toute enceinte scolaire. La proximité du lieu de vie de ces familles et la nécessité de procéder à l'évaluation du niveau scolaire des enfants ont été les mauvais prétextes avancés pour tenter de justifier cette mesure discriminatoire. »

Le 2 mai 2017

Lire la suite du communiqué : <http://www.gisti.org/spip.php?article5672>

Interview « "Front de Mères" : pour lutter contre les discriminations dont sont victimes les enfants des quartiers populaires à l'école »

propos recueillis par Nadir Dendoune, interview publiée le 22 mai sur le site du *Courrier de l'Atlas*

« Avec d'autres mamans, nous avons la même expérience : à l'école, et en réalité dès la crèche, nos enfants ne sont pas traités à égalité. L'école leur renvoie dès le plus jeune âge qu'ils n'ont pas la bonne couleur de peau, quand elle est foncée, pas la bonne texture de cheveux quand ils sont frisés ou crépus, pas la bonne langue maternelle quand c'est une langue de l'immigration post-coloniale, pas la bonne religion quand il s'agit de musulmans. Nos enfants subissent des programmes scolaires où les peuples dont ils sont issus sont infantilisés, diabolisés ou invisibilisés. Ainsi jour après jour, année après année, ils apprennent à avoir honte de ce qu'ils sont. »

« C'est à partir de ces constats [...] que nous avons décidé de nous organiser dans ce Front de mères, collectivement et politiquement, en tant que parents. »

Pour lire l'article : <http://www.lecourrierdelatlas.com/-front-de-meres-pour-lutter-contre-les-discriminations-dont-sont-victimes-les-enfants-des-quartiers-populaires-a-l-ecole-8284>

Articles & communiqué

Instrumentalisation raciste du féminisme

« Harcèlement de rue à Paris : poser les bonnes questions »

par Ingrid Merckx, publié le 25 mai sur le site de *Politis*

« Des actes contre les femmes insidieusement attribués aux étrangers dans le quartier de La Chapelle ont été l'objet d'un article du *Parisien* et d'une pétition. Retour sur un traitement stigmatisant qui en rappelle d'autres. »

Lire l'article : <https://www.politis.fr/articles/2017/05/harcèlement-de-rue-a-paris-poser-les-bonnes-questions-37020/>

Communiqué de la LDH sur l'insécurité à La Chapelle », 22 mai

<http://site.ldh-france.org/paris18/communiquelinsecurite-a-chapelle/>

« La Chapelle, Sevrans, Francfort, le burkini...

Comment se créent et se propagent les "paniques identitaires" »

par Romain Jeanticou, publié le 29 mai sur le site de *Télérama*

« La mobilisation de Parisiens contre les trafics et le harcèlement de rue dans leur quartier du 18^e arrondissement s'est muée en une accusation contre la population migrante et musulmane. Un phénomène comparable à d'autres situations d'hystérie collective nées de faits divers exagérés ou transformés. »

Lire l'article : <http://www.telerama.fr/idees/la-chapelle-sevrans-francfort-le-burkini-comment-se-creent-et-se-propagent-les-paniques-identitaires,158651.php#gUheut35qfTl7yt6.01>

« Quartier La Chapelle-Pajol : chronique d'une instrumentalisation politique »

par Leïla Khouiél et Nassira El Moaddem, publié le 29 mai sur le Bondy blog

« Un article du *Parisien* publié jeudi 18 mai a défrayé la chronique dans le débat public. Il y décrit un quotidien insupportable pour les femmes fait de harcèlement, d'agressions verbales et physiques dans le quartier très populaire de Chapelle-Pajol du XVIII^e arrondissement de Paris. Pourtant, le problème n'est pas nouveau. Alors pourquoi cette polémique a-t-elle émergé à trois semaines des élections législatives et que cache-t-elle ? Le Bondy Blog a mené l'enquête. »

Lire l'article : <http://www.bondyblog.fr/201705290030/quartier-la-chapelle-pajol-chronique-dune-instrumentalisation-politique/#.WS1fVGfoHIU>

Femmes : droits et luttes

Article « 6 arguments pour inclure les femmes dans votre langage »

publié le 7 mars par Rue 89 Lyon

« Une immuable série d'arguments est souvent opposée à l'usage du féminin et aux ti-
rets pour féminiser les textes.

Maître de conférences en grammaire et stylistique française et vice-président en charge
de l'égalité et de la vie citoyenne à l'Université Lyon 2, Yannick Chevalier défend une écriture
inclusive, non discriminante et contre-argumente volontiers. En six points. »

Extraits :

« La question d'une langue à même de rendre visible ce progrès majeur qu'est la place
actuelle des femmes dans notre société n'est pas sans enjeux. La manière dont nous parlons
bride notre imaginaire, elle donne une forme à nos modes de pensée. Employer une langue
dans laquelle les femmes n'apparaissent pas, c'est amputer la réflexion et l'intelligence
que nous pouvons avoir de la réalité sociale. »

« D'où vient que "le masculin l'emporte sur le féminin" ? D'une décision autoritaire, prise
au XVII^e siècle, à un moment où le pouvoir monarchique développe une politique de concen-
tration des pouvoirs : la monarchie devant être absolue, sa puissance doit s'étendre jusque
sur la langue. D'où le rôle dévolu à l'Académie française de "rendre plus pure" notre lan-
gue. »

« De nombreuses expériences ont été conduites en psychologie sociale et en linguistique
de l'écrit depuis 20 ans sur la vitesse de lecture de francophones à qui on demande de lire
un texte rédigé de manière non discriminante : si les performances sont en effet ralenties
pendant les cinq premières minutes, le rythme de lecture et de compréhension redevient
normal après ce temps d'acclimatation. »

Accéder à l'article : <http://www.rue89lyon.fr/2017/03/07/6-arguments-pour-inclure-les-femmes-dans-votre-langage/>

Article « Pour une éducation populaire féministe »

par Yeun l-y, publié le 14 mai sur Les mots sont important

« Entretien avec les auteures de l'ouvrage *Education populaire et féminisme* (Première partie)

Enthousiasmé par l'ouvrage *Education populaire et féminisme*,
et avec l'envie de faire connaître ce travail, je suis allé fin 2016
rencontrer 5 des 11 auteures : Alexia M., Annaïg Mesnil, Emilie
Viard, Katia Storai et Tiffanie D. Attablé près d'une cheminée
chez l'une d'entre elles, je leur ai indiqué les directions aux-
quelles j'avais pensé pour notre rencontre - les agressions
sexuelles, l'antiféminisme de "gauche", leur approche de l'édu-
cation populaire politique, etc. - et cela s'est très rapidement
transformé en une suite d'interventions riches en détails, mê-
lant l'ensemble de ces thématiques. Voici le résultat, en deux
parties, remanié sur la forme pour plus de lisibilité. La 1^e partie
concerne surtout le récit du travail entrepris dans leur réseau
d'éducation populaire. La 2^e partie apporte des compléments
plus généraux mais non moins importants. »

Accéder à l'article : <http://lmsi.net/Pour-une-education-populaire>

Article « Cinq idées concrètes pour rendre la ville aux femmes »

par Audrey Noeltner, publié le 24 mai sur le site *Street press*

Audrey Noeltner est « urbaniste, a co-fondé en 2015 l'associa-
tion Womenability avec Julien Fernandez et Charline Ouarraki.
Armée d'une caméra, l'équipe est partie dans 13 villes du monde,
de mars à octobre 2016, à la rencontre des femmes et de leurs
espaces urbains pour comprendre les inégalités de genres et
trouver des solutions. »

« Les villes sont faites par les hommes pour les hommes, se-
lon Audrey Noeltner. Des places assises dans le métro pour les
femmes enceintes aux graffs féministes, manuel de bonnes pra-
tiques qui pourraient changer la donne. »

<https://www.streetpress.com/sujet/1495641641-cinq-actions-pour-rendre-la-ville-aux-femmes>

Colonialisme, néo-colonialisme, Palestine, Françafrique...

Article « Palestine. Une "toile carcérale" qui enserre toute la société »

par Stéphanie Latte, publié le 23 mai sur Orient XXI

Concernant la grève de la faim des prisonnier.e.s palestinien.ne.s : « Malgré la passivité de l'Autorité palestinienne, la solidarité à l'extérieur des prisons s'organise et les militants dénoncent "la toile carcérale" de l'occupation qui enserre toute la société. »

Pour lire l'article : <http://orientxxi.info/magazine/palestine-une-toile-carcerale-qui-enserre-toute-la-societe,1866>

Communiqué « Grève de la faim des prisonniers politiques palestiniens : une victoire de haute lutte et de grande portée »

Communiqué de l'AFPS, le 27 mai

« La victoire arrachée par les prisonniers politiques palestiniens après 41 jours de grève de la faim est d'abord la leur : celle d'une action résolue et coordonnée sur les mots d'ordre très forts de la liberté et de la dignité, centrée sur des objectifs immédiatement atteignables, celle d'une incroyable volonté face aux risques pour leur vie et aux mauvais traitements de toutes sortes qu'ils ont subi d'un système pénitentiaire inhumain. »

Lire le communiqué : <http://www.france-palestine.org/Greve-de-la-faim-des-prisonniers-politiques-palestiniens-une-victoire-de-haute>

Article « Comment, au nom du climat, la France cherche à imposer ses intérêts et ses entreprises à l'Afrique »

par Olivier Petitjean, publié le 31 mai sur le site du CADTM

« L'Initiative africaine pour les énergies renouvelables, lancée lors de la COP21, devait être un projet exemplaire porté par les Africains pour les Africains, permettant d'assurer l'accès de tous à l'électricité sur le continent tout en préservant le climat. Mais la Commission européenne et la France cherchent aujourd'hui à s'approprier l'Initiative pour lui faire financer des projets énergétiques douteux, qui répondent davantage aux intérêts de leurs entreprises qu'aux besoins des populations. Responsables africains et société civile dénoncent un passage en force. »

Lire l'article : <http://www.cadtm.org/Comment-au-nom-du-climat-la-France>

Entretien

« Yanis Thomas (Survie) :

Macron et l'Afrique, "nous jugerons sur les actes" »

par Christophe Boissouvier, sur RFI

« Entre la France et l'Afrique, le nouveau président français Emmanuel Macron et son équipe promettent d'opérer une "mue idéologique". Rien de moins. Qu'en pensent les mouvements de la société civile qui luttent depuis plusieurs années contre la Françafrique ? En France, Yanis Thomas est le porte-parole de l'association Survie. »

« On jugera sur les actes. François Hollande avait aussi, durant sa campagne, annoncé une politique ambitieuse sur l'Afrique. On a bien vu qu'il n'était absolument pas sorti du principe de la Françafrique. Donc nous ne nous arrêtons pas aux mots. [...] Il faut quand même se souvenir qu'un des piliers de l'équipe de Monsieur Emmanuel Macron est Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense de François Hollande, qui est un pilier de la Françafrique. Donc nous ne pensons pas qu'il y ait une révolution, pour le coup, des relations franco-africaines du fait de l'arrivée au pouvoir de Monsieur Emmanuel Macron. »

Pour lire la suite : <http://www.rfi.fr/emission/20170512-yanis-thomas-survie-e-macron-afrique-nous-jugerons-actes>

Entretien « Saïd Bouamama : "Le néocolonialisme est l'instauration de mécanismes de dépendance sans occupation militaire" »

par Elodie Descamps, publié le 18 mai sur le site de Jeune Afrique

« Souvent absente des livres d'histoire, la Tricontinentale organisée à Cuba en 1966 représente pour le sociologue Saïd Bouamama un symbole de la lutte des peuples opprimés et une inspiration indispensable pour combattre le néocolonialisme. Rencontre. [...] Le néocolonialisme c'est justement l'instauration de nouveaux mécanismes de dépendance qui ne nécessitent pas l'occupation militaire des pays. Sur le plan économique, cela s'est réalisé par le double processus d'un encouragement à l'endettement suivi d'une exigence sous condition pour pouvoir continuer à bénéficier des crédits. Ce sont les fameux « Plan d'Ajustement Structurels » du FMI et de la Banque mondiale mis en place dans le cadre de l'aide au développement.

En d'autres termes, pour bénéficier d'un prêt il fallait accepter des conditions qui mettaient les économies des pays anciennement colonisés sous la dépendance des pays anciennement colonisateurs : privatisation et retrait des fonctions régaliennes de l'État, fin des subventions aux produits de premières nécessités, fin des protections douanières et ouverture à la concurrence avec les grands groupes multinationaux occidentaux. »

Pour lire l'entretien : <http://www.jeuneafrique.com/431225/culture/said-bouamama-neocolonialisme-linstauration-de-mecanismes-de-dependance-occupation-militaire/>

Violences policières

Témoignage « Pourquoi la police nous a-t-elle frappés ? »

Publié le 3 avril sur le site d'Amnesty international

« "Dégage salope", "casse-toi", "connasse" ! Laura raconte cette scène avec des tremblements dans la voix : "les CRS me criaient dessus, ils me frappaient à coups de pied". Témoignage

Pour lire l'article : <https://www.amnesty.fr/liberte-d-expression/actualites/pourquoi-la-police-nous-a-t-elle-frappes>

Vidéo « Val-d'Oise : l'étudiant accuse les policiers de graves violences »

propos recueillis par Jean-Michel Décugis, publié le 13 mai sur le site du *Parisien*

Pour voir la vidéo : <http://www.leparisien.fr/faits-divers/exclusif-val-d-oise-l-etudiant-accuse-les-policiers-de-graves-violences-13-05-2017-6944676.php>

Communiqué « violences policières à Paris

Graves violences policières dans le quartier de Ménilmontant à Paris 20^e, le soir du deuxième tour des élections présidentielles »

par la fédération LDH de Paris, le 16 mai

« Nous ne pouvons que dénoncer cette violence qui de plus s'est déroulée à l'intérieur d'un lieu privé, en l'occurrence le bar Saint Sauveur, et contre ses clients.

Quelle peut être la justification d'un tel déploiement de policiers et de matériel et d'un véritable piège conduisant à encercler et à commettre des violences sur la population en quadrillant tout un quartier ?

On peut également s'interroger sur le bien-fondé de ces interdictions de séjour dans une partie de la capitale. Découleraient-ils d'une interprétation très large des règles de l'état d'urgence toujours en cours, officiellement destiné à lutter contre le terrorisme et contre lequel la Ligue des droits de l'Homme a protesté à chacune de ses prolongations ? »

Lire le communiqué : <http://site.ldh-france.org/paris/2017/05/16/communiqu-violences-policiers-a-paris/>

Article « Violences policières "en marge" des manifestations : les mots pour (ne pas) le dire »

par Maxime Friot, publié sur le site d'Acrimed le 5 mai

« "Blessures, mutilations, violences, tirs dans le dos", "mise en place de dispositifs générant de fortes tensions", "usage non conforme de l'armement", "répression sans discernement", "mise en danger d'autrui", "abus de pouvoirs, humiliation, injures, menaces"... Autant de phénomènes observés et rapportés dans un "Rapport d'information sur les actions de maintien de l'ordre menées depuis le début des manifestations d'opposition à la loi sur le travail en février 2016" publié par Reporterre et consacré aux pratiques de "maintien de l'ordre" pendant la mobilisation contre la loi Travail. »

Lire l'article : <http://www.acrimed.org/Violences-policiers-en-marge-des-manifestations>

Article « En 10 ans, 47 décès liés aux violences policières, aucun fonctionnaire en prison »



Une galerie de portraits interactive pour les recenser et les raconter

par Maxime Grimbert, publié le 23 mai sur streetpress.com

« En 10 ans, 47 hommes désarmés sont morts suite à une intervention musclée des forces de l'ordre. Streetpress a enquêté sur ces 47 dossiers pour un résultat accablant : aucun policier ou gendarme impliqué n'a jamais fini en prison. »

Lire l'article : <https://www.streetpress.com/sujet/1495554039-morts-victimes-police>

Témoignage « Au commissariat, le policier m'a dit que je serai "sa pute" et m'a éclaté la gueule »

publié le 17 mai sur [Street press](http://Streetpress.com)

« Ikael, 16 ans, raconte comment son passage au commissariat du Raincy (93) a tourné au cauchemar : passage à tabac, insultes... avec 3 jours d'ITT à la clé. C'est la seconde bavure au sein de ce commissariat, que rapporte StreetVox cette année. »

Lien : <https://www.streetpress.com/sujet/1495039540-commissariat-policier-eclate-gueule-pute>

Article

« Une justice qui leur ressemble Chronique du procès du policier Saboundjian »

par Fatima Zahra, publié sur le site LMSI le 9 mai,
article paru dans le n° 153 du journal CQFD 9 mai 2017

« En mars 2017, le policier Saboundjian comparaissait devant la cour d'assise de Paris pour la mort d'Amine Bentounsi qu'il a tué d'une balle dans le dos. Le procès dont le déroulé nous avait laissé plein d'espoir s'est conclu par un verdict pour le moins sidérant. »

Pour lire l'article : <http://lmsi.net/Une-justice-qui-leur-ressemble>

Article

« "Monsieur flashball" promu directeur de Cabinet du président Macron »

par Laurence Mauriauourt, publié le 14 mai sur le site de *l'Humanité*

« Patrice Strzoda a été nommé ce dimanche, directeur de cabinet du nouveau président de la République. Agé de 64 ans, énarque, ancien préfet de la région Bretagne, il fut promu directeur de cabinet du Premier ministre Bernard Cazeneuve, nommé à Matignon en décembre dernier, avant d'être nommé préfet de la région Ile-de-France entre les deux tours de la présidentielle.

L'homme est bien connu des manifestants contre la loi El Khomri. [...] A Rennes, le mouvement social a été particulièrement réprimé. »

Lien : <http://www.humanite.fr/monsieur-flashball-promu-directeur-de-cabinet-du-president-macron-636059>

La partagé la photo de Nantes Révoltée.

5 mai, 10:21 · 🌐

#TOUTVABIEN

27 AVRIL 2017

Mulhouse: Un policier tué par le tir de son collègue dans un bureau du commissariat

29 AVRIL 2017

Paris : coup de feu accidentel d'un policier dans le métro place de Clichy

30 AVRIL 2017

Un gendarme confond son Taser et son pistolet et tue un homme à Tahiti

1^{er} MAI 2017

Un fonctionnaire de la compagnie de sécurisation et d'intervention de la préfecture de Paris a quant à lui été gravement blessé à la main alors qu'il manipulait une grenade de désencerclement afin de faire fuir les attaquants.

4 MAI 2017

Un policier soupçonné d'avoir tué une femme avec son arme de service

Nantes Révoltée

4 mai, 19:07 · 🌐

👍 J'aime la Page

Cette semaine, l'armement de la police a provoqué 3 morts et un blessé grave. Parmi les victimes, deux policiers.

Ceci sans compter les innombrables blessés lors de la manifestation du 1er mai à Paris.

Lors du pathétique débat télévisé, les deux finalistes de la campagne présidentielle étaient au moins d'accord sur un point : le fait d'accroître plus encore l'armement policier et la répression.

Une fuite en avant meurtrière et irresponsable.